

LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. REID—L'ENTRETIEN AVEC M. JACQUES HAMILTON DE LA «GAZETTE» DE MONTRÉAL—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, par l'entremise du président du Conseil privé, pourrais-je poser une question à son secrétaire parlementaire? J'aimerais savoir si le secrétaire parlementaire s'est entretenu avec M. Jacques Hamilton de la *Gazette* de Montréal à la suite d'une comparaison devant le comité permanent en cause, et a-t-il dit à M. Jacques Hamilton les mots qui ont paru dans ce journal aujourd'hui et dont voici le texte:

«Nous avons fait des intrigues de couloir», a-t-il déclaré, «et nous savions environ six semaines avant l'annonce officielle que la taxe n'affecterait pas les embarcations, seulement les moteurs.»

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, cette citation, si je comprends bien, vient des délibérations du comité permanent des privilèges et élections. Sinon, il se peut fort bien que ce soit la mienne. La discussion que j'ai eue avec M. Hamilton de la *Gazette* se rapportait aux travaux du comité permanent. A ce moment-là, nous discutons des problèmes des documents et informations confidentiels qui parviennent aux députés du simple fait qu'ils sont députés. En ce sens, j'ai cité un exemple où les députés auraient accès à des informations avant d'autres, parce qu'ils se trouvaient là au moment propice et qu'ils représentaient leur circonscription.

M. FAULKNER—L'APPEL TÉLÉPHONIQUE DU PRÉSIDENT DE L'OUTBOARD MARINE CORPORATION AU SUJET DE LA TAXE SUR LES EMBARCATIONS—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au secrétaire d'État et lui demander s'il a reçu un coup de téléphone du président d'une compagnie de hors-bord de la ville de Peterborough dans les deux semaines qui ont précédé l'exposé budgétaire? Par ce coup de téléphone, le secrétaire d'État était informé qu'on connaîtrait sous peu les exemptions fiscales contenues dans le bill C-240 et la source de l'information était en même temps révélée au ministre. Peut-il confirmer s'il a reçu ce coup de téléphone et cette information?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, il faudra que je vérifie avant de répondre au député. J'ai reçu, en effet, des représentations de la Outboard Marine Corporation à propos des mesures fiscales, mais ce n'est pas ce que le député me demande. Je vais m'informer.

M. McGrath: Une question supplémentaire. Puis-je demander au ministre s'il se rappelle avoir eu une conversation avec la Outboard Marine Corporation et si, au cours, de cet entretien, le ministre a été informé que cette compagnie savait que les exemptions fiscales étaient imminentes et que la source de l'information avait été aussi révélée au ministre à ce moment-là?

Questions orales

M. Faulkner: Je ne me souviens pas de cela, monsieur l'Orateur. Le gros de la représentation qui m'a été faite était d'essayer, à titre de député de Peterborough, de persuader le ministre des Finances par des intrigues de couloirs de changer cette mesure fiscale. Je ne me rappelle pas l'autre aspect mentionné par le député, mais la chose a pu se faire. Je vérifierai. Je téléphonerai aux individus en question.

M. REID—LA QUESTION DE L'ENREGISTREMENT DE L'ENTRETIEN AVEC M. HAMILTON—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, le secrétaire parlementaire nous dirait-il quand il a eu un entretien avec M. Hamilton ou quand celui-ci l'a interrogé et si son entretien avec lui et le reporter du journal a été enregistré? A-t-il demandé que l'enregistrement soit produit, puisque l'article est apparu ce matin dans la *Gazette* de Montréal?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je crois avoir eu deux entretiens téléphoniques avec M. Hamilton; j'ignore s'il les a enregistrés. S'il l'a fait, c'est sans ma permission. Je n'ai pas demandé la transcription des notes qu'il a prises.

M. REID—DEMANDE DE DIVULGATION DES NOMS DES FONCTIONNAIRES EN CAUSE DANS LA MODIFICATION D'UNE MESURE FISCALE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire parlementaire. Il ne pourra peut-être pas nous donner ce renseignement aujourd'hui, mais serait-il disposé à nous fournir demain les noms de tous les gens des divers ministères avec qui il a eu des entretiens avant cette modification de la mesure fiscale? Je reconnais avec le leader du nouveau parti démocratique que la divulgation d'une mesure fiscale avant qu'elle ne soit annoncée à la Chambre et au public est aussi grave qu'une divulgation du budget. Voudrait-il nous fournir le nom complet des personnes en cause et serait-il disposé à répondre, au moyen d'une déclaration à l'appel des motions, aux questions suivantes: quels entretiens a-t-il eus avec ces gens; quels propos ont tenus à ce moment-là les hauts fonctionnaires; et, quels renseignements a-t-il divulgués à la suite de ces conversations?

● (1500)

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà déposé la correspondance, la seule qui ait été échangée avec la personne qui m'a présenté des instances à ce sujet. Je ne puis en dire davantage. De plus, j'ai aussi déposé le document dont il a été question concernant l'appel téléphonique fait en mon nom par un membre de mon personnel. Je vais examiner mes dossiers pour voir si, en effet, j'ai présenté des instances à d'autres ministres ou fonctionnaires du ministère. Et si j'ai quelques dossiers de ce genre, je les déposerai volontiers à la Chambre. En regardant rapidement mes dossiers ce matin, je ne puis dire si de tels renseignements ont été gardés.